

Emploi – Développement économique et Contrats de ville en Grand Est

Réunion 06 10 2025

Introduction

**Céline PERIER, Chargée de mission
DREETS Grand Est**

Objectifs et contenu

- Contexte : En début d'année, lors du séminaire thématique sur « emploi et QPV », nombre acteurs de la politique de la ville ont souhaité échanger sur le sujet régulièrement.
- Objectif : proposer **la mise en place d'un réseau d'acteurs liés à l'emploi et le développement économique en QPV**. Le réseau permettra l'échange d'informations, les données disponibles (stats et travaux), suivi des démarches / dispositifs à partir des retours sur les territoires.
- Séance de ce jour vise :
 - de faire un point sur l'actualité sur le domaine emploi et contrat de ville,
 - de présenter quelques données statistiques sur l'emploi en Grand Est dans les QPV
 - d'échanger sur les contextes locaux
 - de valider (ou non) le projet de mise en réseau.

Constats / diagnostic général et indicateurs Grand Est

**Murielle MAFFESSOLI,
Directrice ORIV**

Une situation de l'emploi qui s'améliore...

Etude de l'observatoire national de la politique de la ville (2024) – [Situation de l'emploi de 2014 à 2022 en QPV](#)

- Une baisse des demandeurs d'emploi depuis 2014 à 2022 dans les QPV
- Mais l'inactivité et le « halo » autour du chômage restent stable. Les femmes et les moins diplômés sont plus souvent en situation d'inactivité.
- Une prédominance des professions moins qualifiée en QPV.
- Une précarité persistance des contrats de travail en QPV : des contrats plus précaires, notamment parmi les femmes.
- Une amélioration de la situation d'emploi des jeunes en QPV.

Une situation de l'emploi qui s'améliore...

Etude de l'observatoire national de la politique de la ville (2024) – [Les dispositifs d'insertion pour l'emploi en QPV](#) (sept 2024).

Ce dossier de l'ONPV porte sur l'évolution de l'emploi dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) depuis la fin de la crise sanitaire. Il met en évidence la baisse continue du nombre de demandeurs d'emploi et l'amélioration progressive de leur accès au marché du travail.

- Une baisse des demandeurs d'emploi notamment des jeunes.
- Des demandeurs moins diplômés.
- 47,1% des demandeurs d'emploi en QPV accèdent à l'emploi dans l'année.
- Les demandeurs d'emploi en QPV bénéficient relativement plus souvent un accompagnement renforcé.
- Les jeunes demandeurs d'emploi issus en QPV bénéficient plus souvent des prestations relevant d'un appui social.
- Une situation de l'emploi des demandeurs d'emploi de fin de mois qui se dégrade depuis les derniers mois.

Mais des fragilités demeurent...

Emploi dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) : un écart qui persiste avec les autres quartiers

- La Cour des comptes a effectué une [enquête sur l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville](#) qui pointe notamment *"l'adaptation insuffisante des dispositifs à la spécificité et aux besoins des QPV et de leurs habitants"*.
- Entre 2015 et 2021, les mesures ([Garantie jeunes](#), [emplois francs](#), [Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises \(PaQte\)](#)...) n'ont pas permis de réduire les inégalités entre les QPV et les autres quartiers : le taux de chômage dans les QPV est trois fois plus élevé qu'ailleurs.

Mais des fragilités demeurent...

Portrait des nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville en France métropolitaine (2024)

- Une population moins diplômée en moyenne.
- La scolarisation est moins fréquente, en lien avec des sorties plus précoces du système scolaire. Les filles sont plus souvent scolarisées que les garçons.
- Plus d'un quart des jeunes de 16-25 ans en QPV sont ni en études, ni en emploi.
- Des répercussions sur le marché de l'emploi.
- Un taux d'emploi y est nettement plus faible (notamment pour les femmes).
- Quand ils sont en emploi, leur situation est plus précaire.

Malgré les avancées et les moyens, la situation des habitants en QPV est plus défavorable que le reste de la population.

- Le sur-chômage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville est attribué à la surreprésentation, dans ces territoires, de catégories d'actifs particulièrement exposées à ce risque : les ouvriers et les employés, les personnes de faibles niveaux de formation, les jeunes (notamment ceux sortis précocement du système éducatif) et les personnes étrangères ou d'origine immigrée (en particulier d'origine extra-européenne).

Indicateurs clés Grand Est

- Les données disponibles soulignent que la situation en Grand Est est encore plus défavorable que la moyenne nationale dans ce domaine. Les situations varient selon les QPV.

Source : RP 2021	Profil QPV National	Profil QPV Grand Est	Différentiel
Taux d'emploi	47,5%	42,2%	-5,3
<i>Taux d'emploi des femmes</i>	42,3%	37,1%	-5,2
<i>Taux d'emploi des hommes</i>	53,0%	47,7%	-5,3
Part des emplois à durée limitée	22,8%	26,0%	+3,2
Part de la population à temps partiel	21,9%	25,9%	+4,0
Part de la population sans diplôme	43,1%	46,2%	+3,1
Part de la population avec un diplôme de niveau bac +2 ou supérieur	17,4%	14,2%	-3,2
Taux de scolarisation des 15-24 ans	60,7%	58,8%	-1,9
Part des 16-25 ans non scol et sans emploi	25,8%	28,7%	+2,9

- L'emploi et le développement économique restent un enjeu majeur dans les QPV.

Principes d'action

■ Cette situation dégradée de l'emploi dans les quartiers prioritaires nécessite une action particulière de l'État en particulier au titre du droit commun et mobilise les crédits de la politique de la ville.

■ Une logique d'action articulée autour de deux leviers

Le droit commun de l'emploi

Conçue dans une **logique de rattrapage**, elle vise à atteindre une proportion de bénéficiaires des mesures de l'emploi adaptée aux besoins des habitants des QPV. Cette politique publique repose, en tout premier lieu, sur la mobilisation des politiques d'emploi de droit commun – qui doivent s'appliquer de façon générale à tous – en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Les politiques spécifiques des contrats de ville

Par ailleurs, en appui au droit commun des politiques de l'emploi, les crédits de la politique de la ville sont mobilisés. Ils permettent d'accompagner des actions portées par les collectivités locales (communes et EPCI) et les associations en faveur des habitants des quartiers prioritaires : repérage et orientation vers les acteurs du service public de l'emploi, accompagnement renforcé vers l'emploi, lever les freins à la formation et à l'emploi, émergence et accompagnement des initiatives entrepreneuriales...

Les priorités du CIV

Le Comité interministériel des Villes du 6 juin 2025 s'articule autour de trois priorités :

- ⇒ assurer l'égalité des chances pour les enfants et les jeunes des quartiers prioritaires / **Axe 1 : bâtir la grande alliance pour l'épanouissement et l'émancipation des enfants et des jeunes dans les quartiers**
- ⇒ assurer la tranquillité publique / **Axe 2 : assurer une vie décente et en sécurité dans les quartiers**
- ⇒ faciliter l'insertion professionnelle et stimuler l'économie dans les quartiers prioritaires / **Axe 3 : Investir dans la réussite économique pour toutes et tous dans les quartiers.**

Axe 3 - Investir dans la réussite économique pour toutes et tous

- Cet axe est dédié à la relance économique des quartiers. Il vise à dynamiser l'emploi local, à favoriser l'entrepreneuriat, à attirer les investissements et à développer les compétences, pour que chaque habitant ait les moyens de construire un parcours professionnel réussi et de contribuer au dynamisme de son territoire.
- Les mesures principales :
 - accélérer la création d'entreprises, en particulier pour les femmes, avec un **fonds d'investissement de 60 millions d'euros dès 2025**, et le déploiement de **150 millions d'euros de micro-crédit** via les Prêts d'honneur quartiers,
 - attirer les investissements privés par des **incitations fiscales propres aux QPV**, en lieu et place des zones franches urbaines-territoire entrepreneur (ZFU-TE),
 - proposer un **accompagnement renforcé de 100.000 demandeurs d'emploi** grâce au [dispositif Equip'emploi](#) piloté par France travail dès 2025.

Axe 3 - Investir dans la réussite économique pour toutes et tous

■ En complément :

- Augmenter le nombre de pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) en QPV. Les PTCE correspondent à des pôles de compétitivité de l'ESS. Ils permettent à des acteurs de structurer une filière en phase avec les besoins des territoires. En 2025, 5 à 10 structures nouvelles seront labélisées en QPV et en ruralité.
- Recruter **30 chefs de projets chargés de l'ingénierie des contrats de ville** en matière d'investissement et de développement économique. Ces chefs de projets seront co-financés par la CDC.
- Favoriser le co-investissement privé dans les QPV en étudiant les conditions de création d'une nouvelle foncière en relai du fonds de co-investissement de l'ANRU.
- Ne pas laisser un QPV sans au moins **un dispositif d'aller-vers pour améliorer l'insertion vers l'emploi**. Cette mesure sera évaluée à partir de trois principaux dispositifs : associations financées pour le repérage et la remobilisation des demandeurs d'emploi, Equip'emploi, job datings opérés par France travail.

Axe 3 - Investir dans la réussite économique pour toutes et tous

■ En complément (suite) :

- Refondre des objectifs fixés aux entreprises de la communauté QPV du [GIP Les entreprises s'engagent](#) autour des stages, l'alternance, le mentorat.
- Augmenter le [nombre de jeunes apprentis issus des QPV](#) et améliorer leur accompagnement. L'objectif est d'atteindre la cible de 80 000 apprentis issus des QPV d'ici à 2027.
- Prochaine annonce de l'implantation de [deux sites de centres pour l'insertion dans l'emploi \(EPIDE\)](#) Coeur de quartiers.
- Recruter davantage de **jeunes issus de QPV dans les armées**. Création d'un partenariat avec huit associations d'insertion agissant dans les QPV et les centres d'information et de recrutement des armées.

Situation de l'emploi en Grand Est

■ En complément (suite) :

- Refondre des objectifs fixés aux entreprises de la communauté QPV du [GIP Les entreprises s'engagent](#) autour des stages, l'alternance, le mentorat.
- Augmenter le [nombre de jeunes apprentis issus des QPV](#) et améliorer leur accompagnement. L'objectif est d'atteindre la cible de 80 000 apprentis issus des QPV d'ici à 2027.
- Prochaine annonce de l'implantation de [deux sites de centres pour l'insertion dans l'emploi \(EPIDE\)](#) Coeur de quartiers.
- Recruter davantage de **jeunes issus de QPV dans les armées**. Création d'un partenariat avec huit associations d'insertion agissant dans les QPV et les centres d'information et de recrutement des armées.

Présentation contexte et actualité

**Antonin QUILLEVERE, Directeur du programme
emploi, formation et développement économique**

et

**Jean-Baptiste FERNANDES, Chef de projet
Développement économique**

ANCT

(voir ppt ANCT)

Sources disponibles en QPV

Différentes sources d'analyse

- Données DEFM (Demandeurs d'emploi de fin de mois), France Travail par mois. Pour les QPV données 2023 et 2024
- Données Recensement de la population : RP 2021 (les plus récentes en politique de la ville).
 - Source : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8210600?sommaire=8186144>
- Données DREETS Grand Est connaissance de la structure par département et régional
 - Source : <https://grand-est.dreets.gouv.fr/Indicateurs-de-structure-de-la-demande-d-emploi-et-QPV-4eme-trimestre-2023>
- Données des missions locales sur les jeunes en QPV (s'adresser à la Mission Locale du territoire pour disposer des données) : caractéristiques socio-démographiques, moyens de mobilité, niveau d'études, dispositifs et suivi...